



service de l'information (514) 598-2155  
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

**CSN** no 179 semaine du  
14 au 20 janvier 1983

sécurité-santé  
Noranda et Expro

# nouvelles csn

**LE DÉBUT DES GRÈVES  
DANS LE SECTEUR PUBLIC  
DEMEURE PRÉVU  
POUR LE 26 JANVIER**



conseil central des Laurentides

**pendant que les discussions  
se poursuivent à Québec**





# agenda du mouvement

## janvier

- 23-24 FAS conseil fédéral, à Québec
- 24 Commerce rencontre des syndicats du Saguenay/Lac St-Jean
- 25 ACEF de Laval soirée d'information sur l'ACEF et les grèves, à 20h, 465 rue St-Luc, #1, Laval-des-Rapides, 663-3470
- 25-26 CSN session de formation pour les salariées du mouvement pour l'assurance-chômage et les collectifs, 598-2224
- 27-29 Métallurgie bureau fédéral
- 31-1 CSN session de formation sur la santé des travailleuses, au 1601, à Montréal

## février

- 7-9 Commerce bureau fédéral
- 18-19 ICEA premier colloque populaire sur la télématique Robot ou Rebelle?
- 23-25 CSN bureau confédéral

## une assemblée générale des Biscuits David

J'ai vu des yeux,  
des visages,  
animés par un même désir...  
...des corps  
passionnés, bousculés par un idéal partagé...

J'ai entendu des voix,  
vibrer sous le poids de l'injustice...  
des cris  
tantôt de joie; tantôt de mépris...  
des silences... des silences...

J'ai senti la peur  
ronger et démanteler des êtres...  
**surtout cette solidarité**  
qui défie toute logique!

J'ai touché des gens  
avidés de **justice!**

### comment rester insensible ?

Conquise par cette foule; je me dissous parmi elle;  
je prends part à ce théâtre sans masque...

### maintenant

Je vois avec les yeux (de ces hommes et de ces femmes)  
les boss qui nous manipulent...

J'entends avec leurs oreilles  
l'appel à la justice!

Je sens avec leurs tripes  
la solidarité qui nous unit...

Je touche avec leurs mains  
l'insécurité du lendemain...

Je pleure...  
mes larmes se mêlent aux leurs  
pour devenir  
une immense mer  
où y miroite  
un combat inlassable contre l'injustice...  
où y reflète  
l'espoir d'un lendemain meilleur...

### J'ai compris

J'ai compris  
en m'incarnant à ces gens  
ce que signifie **se battre!**...  
**malgré les cailloux**  
**qui dissolvent le nuage d'espoir!...**

**se battre**  
pour un idéal; un désir.  
**ensemble se battre...**  
par respect  
pour le respect de ce que nous sommes  
des enfants, des femmes, des hommes...  
des **êtres!**

### J'ai compris

**qu'il faut se battre!**  
malgré...



Pierre Gauvin-Evrard

**l'équipe**  
nouvelles csn

**rédaction:** Jean-Noël Bilodeau,  
Jean-Anne Bouchard, Guy Ferland,  
Jacques Gauthier, Henri Jalbert,  
Jean-Pierre Paré, Edith Parizeau,  
Michel Rioux

**diffusion:** l'équipe de la distribution de la CSN 598-2233

**secrétaire:** Louise Filteau

**télécommunications:** Jeanne Belzil, Bérangère Marchand

**collaboration:** Marcel Benoit, Michel Crête, Célestin Desjardins, Clément Guévremont, Luc Latraverse, Gaston Pouliot

**photographie:** Pierre Gauvin-Evrard

**nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleuses et des travailleurs**

composé, monté et imprimé par les travailleuses et les travailleurs de Interlitho, 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.





**LA VRAIE MALADIE  
DE LA NORANDA:  
LA MORT  
PRÉMATURÉE**

**depuis le début  
de l'enquête en 1980  
15 travailleurs sont  
morts prématurément**

Les travailleurs de la compagnie Noranda, à Rouyn, connaissent une mort prématurée causée par les effets combinés et multiplicateurs de plusieurs produits toxiques qui provoquent notamment le cancer du poumon, la bronchite chronique, l'emphyseme, l'hypertension, laquelle peut conduire à des arrêts cardiaques. Les causes? Les ouvriers sont exposés à des taux de produits toxiques tels le plomb, le cadmium, l'arsenic et le soufre, qui dépassent largement les normes gouvernementales.

C'est ce qui ressort de l'étude des spécialistes de l'Hôpital Mount Sinai, de New-York, étude qu'a présentée un des médecins de cette institution, William J. Nicholson, le samedi, 15 janvier. Qu'il s'agisse des travailleurs à l'emploi de la Noranda depuis plus de 25 ans, de ceux âgés de moins de 40 ans, de ceux de l'usine de raffinage, de ceux de l'entretien, *ou même de non-fumeurs*, personne n'échappe aux effets dommageables des contaminants qu'on retrouve à la Noranda.



Pierre Gauvin Evrard



## cinq fois plus de cancer que dans la population

L'étude a révélé cinq fois plus de cancer du poumon que prévu. Cinq au moment des examens. Depuis, 4 autres cas sont venus se rajouter et on en soupçonne 11 autres... "C'est étonnant," selon le docteur Williamson qui a rappelé qu'au cours d'une

étude similaire auprès de 940 mécaniciens américains, un seul cas de cancer du poumon avait été diagnostiqué.

L'équipe du Mount Sinai a identifié l'arsenic comme étant l'agent cancérogène le plus probable.

### Donatien Corriveau

*"le respect,  
ça commence  
par la  
santé!"*



conseil central du Nord-Ouest

*"Ces révélations me bouleversent. Tous semblent touchés d'une façon ou d'une autre. Comme organisation syndicale il faut continuer à forcer les compagnies et le gouvernement à éliminer les dangers à la source. Se faire respecter ça commence par la santé! Il faut exiger de travailler dans un milieu sain. Si nous n'y voyons pas, qui s'en chargera?"*

## c'est pas une question d'âge

42% des travailleurs du "smelter" (usine de raffinage) à l'emploi de la Noranda depuis plus de 30 ans manifestent des déficiences pulmonaires. Mais 9% de l'ensemble des travailleurs du "smelter" et 20% de ceux de la mine sont at-

teints ou de bronchites/ou d'emphysème. D'après Nicholson, il s'agit d'une situation anormale chez une population ouvrière aussi jeune. En effet, 40% des syndiqués de la Noranda ont moins de 40 ans.

### Sylvio Gagnon secrétaire général de la CSN

*"Ne comptons  
que sur nos  
propres  
moyens"*



conseil central du Nord-Ouest

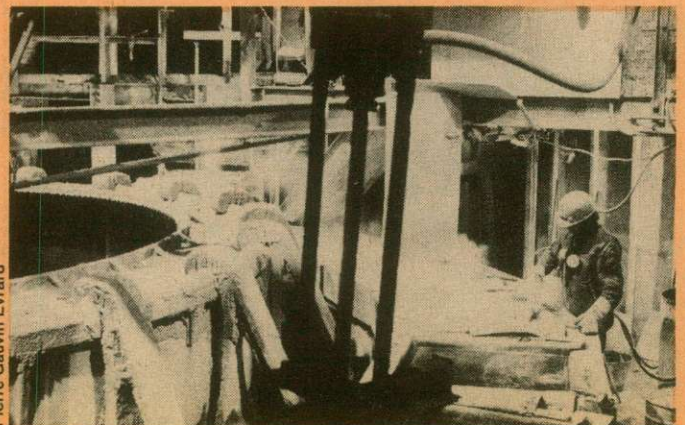
*"Cette étude-là est née des malaises que les travailleurs ressentent et que la médecine ne réglait pas. Elle confirme encore une fois que c'est en comptant sur nos propres moyens, comme on le dit à la CSN, qu'on peut protéger notre santé dans les lieux de travail. Il va falloir forcer la Noranda à changer les conditions qui font mourir les travailleurs prématurément. Avant d'être premier ministre, René Lévesque disait qu'il fallait civiliser la Noranda. Eh bien c'est le temps de le faire maintenant, Ti-Poil, et si tu ne le fais pas on va te brasser. D'autant plus que le gouvernement est actionnaire via la Caisse de dépôt. Il va aussi falloir brasser la CSST pour qu'elle reconnaisse et compense les maladies du travail qui ne le sont pas actuellement."*

## et sûrement pas la faute à la cigarette

En moyenne, 28% des non-fumeurs de la Noranda ont des bronchites.

À l'usine de raffinage,

8% des non-fumeurs souffrent de bronchites chroniques alors que 6% ont des toux sèches.



Pierre Gauvin Evrard



**Dr Luc Gingras**  
médecin de pratique générale

*"les gens  
se sentent  
mal"*



conseil central du Nord-Ouest

*"L'étude du Mount Sinai confirme ce qu'on voit tous les jours dans la pratique médicale. Les gens viennent nous voir parce qu'ils se sentent mal, sans nécessairement avoir une maladie particulière. Plusieurs patients veulent arrêter de travailler à cause de cela. Un cas typique, celui d'un homme de 57 ans, qui a vu mourir tous ses amis, et qui a finalement quitté la Noranda. Il n'était pas malade à proprement parler, mais il était toujours mal, et il ne voulait pas mourir prématurément comme ses amis. L'étude ne règle évidemment pas le problème de celui qui a le cancer, par exemple, mais elle va aider le syndicat à changer les choses."*

**Luc Bernier**  
32 ans, 11 ans de service



conseil central du Nord-Ouest

*"quitter n'est  
pas une  
solution"*

*"C'est assez énervant de voir un tel portrait d'ensemble des dangers qui menacent notre santé à mesure qu'on prend de l'âge. Mais si on quitte, ce n'est pas une solution, d'autant plus qu'il n'y a pas d'autre ouvrage à Noranda. Ce qu'il faut, c'est se mettre ensemble pour éliminer des conditions dangereuses comme celles-là."*

**excès d'hypertension**

L'étude du Mount Sinai a permis de constater des excès d'hypertension chez les plus de 50 ans, mais aussi chez les moins de 40 ans. Des 72 cas d'hypertension confirmés par le rapport médical, 16 cas concernaient des ouvriers âgés de moins de 40 ans. D'ail-

leurs, au moment d'écrire ces lignes, 4 ouvriers de la Noranda étaient hospitalisés à la suite de crises cardiaques, dont l'ancien président du Syndicat, Roland Roy. C'est, encore une fois, anormal, chez un groupe de travailleurs aussi jeune.

**Dale Johnston**  
Territoires du Nord-Ouest



conseil central du Nord-Ouest

*Arsenic  
et  
cancer*

*"À la mine Giant, on a aussi des problèmes avec l'arsenic. Et ce qui est intéressant pour nous dans l'étude, c'est que pour la première fois, des médecins établissent un lien entre le cancer et l'exposition à l'arsenic. Nous avons aussi des problèmes de ventilation sous terre, et il y a de fréquents arrêts de travail à cause de cela."*

**au ménage, maintenant!**

L'enquête du Mount Sinai a constaté scientifiquement ce que les travailleurs de la Noranda vivent quotidiennement depuis des années. D'autre part, cette

étude permettra au Syndicat de prendre les moyens d'action afin de forcer la multinationale à nettoyer son usine.

**"notre santé, on y tient et on va se battre pour!"**



Samedi le 15 janvier, Michel Bernier, 35 ans, mourait suite à une intoxication due à des vapeurs d'acide nitrique. Engagé depuis à peine sept mois, considéré comme consciencieux par ses employeurs, il en était déjà à son deuxième accident grave, le dernier étant même mortel. Il travaillait dans le département de fabrication de nitro cellulose de l'usine Expro (ex-CPCV), de Valleyfield.

Michel Bernier est le quatrième travailleur à être tué dans cette usine depuis deux ans: qu'on se rappelle les trois morts du 26 août 1980 dans l'explosion d'un séchoir à poudre; qu'on se

rappelle également d'autres accidents récents, heureusement sans conséquence tragique: l'explosion et la destruction totale du département RDX en 1977, l'explosion d'un ré-

servoir d'acide nitrique, en avril dernier, intoxicant plusieurs travailleurs et entraînant l'évacuation du village de l'usine ainsi que l'explosion d'un conduit de récupération de nitro-cellu-

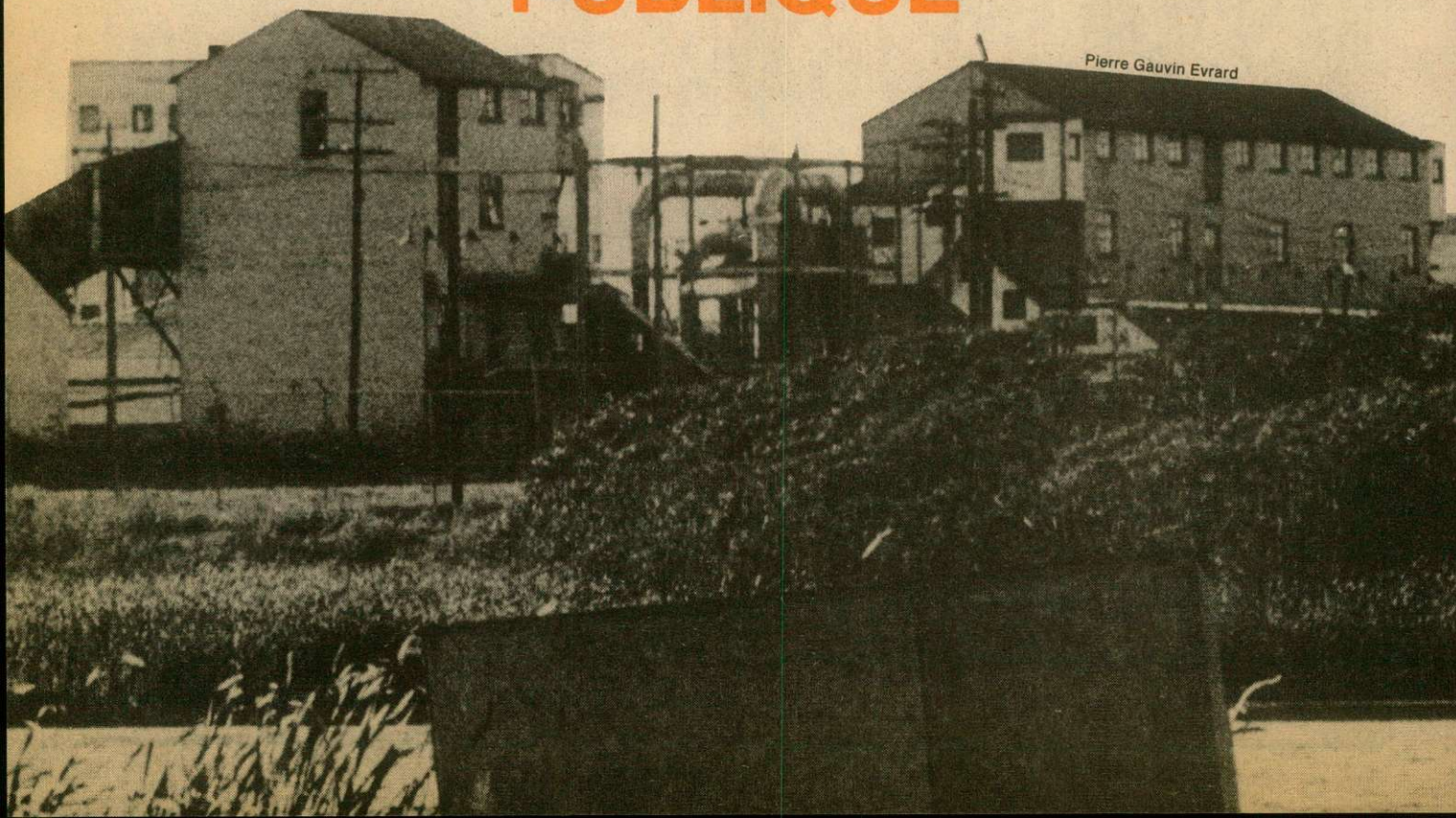
lose en décembre dernier...

**un travailleur sur deux est blessé**

Cette liste se limite aux accidents mortels, négli-

## un quatrième travailleur y trouve la mort en deux ans

# LES TRAVAILLEURS D'EXPRO EXIGENT UNE ENQUÊTE PUBLIQUE



Pierre Gauvin Evrard



**À Québec, un policier est mort à son travail, un accident de la circulation; un premier mort en 140 ans pour le service de police de la Ville de Québec. Les notables étaient nombreux aux funérailles: le maire de Québec, le ministre Bédard, etc. À Valleyfield, un travailleur est mort à son travail, le quatrième en deux ans dans la même usine: ses camarades, sa famille, ses amis étaient aux funérailles, pas de ministre. Il faut dire que si le ministre du travail se mettait à aller aux funérailles de tous travailleurs morts au travail, il ne ferait que ça. Et puis, la police, ce n'est pas pareil.**

geant les autres accidents, causant blessures, les mutilations. Pour en donner l'importance, qu'il suffise de noter qu'en 1982, un travailleur sur deux, dans cette usine d'Expro, a subi des blessures avec perte de travail: *"un sur deux, disait un délégué syndical, c'est pire que la roulette russe!"*

### **grand temps d'agir pour le gouvernement et la CSST**

Pourtant, malgré ce piètre dossier en matière de santé et de sécurité, la compagnie ne fait rien pour améliorer les conditions de ses travailleurs.

De nombreuses enquêtes syndicales, suite à des accidents, ont tracé le chemin à suivre pour la compagnie, le comité paritaire de sécurité-santé a fait des recommandations, mais la compagnie ne bouge pas. Selon le syndicat et selon la CSN, il est grandement temps que le Ministère du Travail et la CSST agissent. C'est inhumain de laisser des travailleurs mourir.

### **aucun moyen de protection**

Reprenons, par exemple, le cas de la mort de Michel Bernier: les émanations d'acide lui ont brûlé les poumons et il en est mort. Il travaillait à l'usine Expro et dans ce départe-

ment depuis juin dernier. En août, il avait déjà subi une première intoxication. Le 13 janvier, le jour de l'accident qui devait lui être mortel, un mauvais fonctionnement du système avait été la cause de quatre émanations d'acide nitrique. C'est à la troisiè-

me que Michel Bernier s'est senti mal. L'acide nitrique, comme bien des produits chimiques, fait son sale travail insidieusement, sans qu'on s'en rende compte. Et à Expro, le seul moyen de détecter les émanations d'acide nitrique, c'est le "pifomè-

tre", c'est-à-dire rien, aucun appareil de contrôle qui avertirait du danger.

### **une telle usine ne peut fonctionner qu'avec l'autorisation des autorités**

Alors pourquoi une telle usine peut-elle continuer à fonctionner si elle ne respecte pas aussi ouvertement la vie de ses employés? Le syndicat ne voit qu'une seule réponse: étant la seule usine à produire de la poudre propulsive au Canada, les gouvernements la protègent afin de garder l'expertise, le "know how". C'est pourquoi d'autres travailleurs travaillent aujourd'hui au poste qu'occupait Michel Bernier sans qu'aucune réparation n'ait été apportée à l'équipement, c'est pourquoi d'autres travailleurs risquent leur vie.

Le jour de la mort de Michel Bernier, le syndicat a téléphoné à l'inspecteur-chef Roireau, de la CSST, à Longueuil, pour lui demander de faire son travail. Sa réponse se passe de commentaire: "J'aimerais qu'il y ait meilleure entente entre la compagnie et le syndicat sans que la CSST soit toujours obligée d'intervenir!"

Alors, monsieur Roireau, à quoi elle sert, la CSST? Nous, on le sait: comme la CAT, c'est la compagnie d'assurances des patrons.

## **les revendications du syndicat d'Expro**

**1°** Pour mettre fin à la situation anarchique qui prévaut à cette usine, le syndicat revendique la tenue d'une enquête du coroner, où contrairement à l'enquête du coroner sur l'incendie du 280, en août 1980, le syndicat est décidé à faire entendre ses témoins.

**2°** La tenue d'une enquête publique sur l'administration de la santé-sécurité à Expro.

**3°** La mise en application immédiate de mesures préventives pour les travailleurs du département de nitrocellulose.

#### **Pour ce faire, le syndicat revendique:**

A) l'installation d'un détecteur de concentration d'acide nitrique dans l'air avec système d'alarme d'évacuation des travailleurs,

B) ventilation à la source de l'acide nitrique à la bâtisse 108 et aux filtres d'acide usés,

C) formation pour les travailleurs sur les effets de l'acide nitrique sur l'organisme,

D) entretien préventif de l'équipement et conduits d'acide,

E) procédures et équipement protecteur pour les travailleurs en cas d'évacuation d'urgence lors d'émanations de vapeurs d'acide nitrique pour les travailleurs du département,

F) suivi médical régulier (poumons, système digestif) pour les travailleurs en contact avec des vapeurs d'acide.



## la grève commencera le 26 janvier

Au moment de mettre sous presse, la tournée du front commun s'était rendue dans six grandes régions du Québec, entre autres au Saguenay-Lac St-Jean, dans le Bas St-Laurent, les Laurentides et dans les régions de l'Amiante et du Nord-ouest.

Des représentants des trois centrales ont parcouru une vingtaine de villes et visité une centaine de syndicats locaux.

La tournée a permis de rencontrer directement 15,000 travailleuses et travailleurs sans compter, évidemment, celles et ceux touchés par la couverture des media régionaux. Il ressort que si les décrets sont spécifiques à chaque métier ou corps d'emploi, le gouvernement, lui, aura une réponse commune pour ses décrets par l'ensemble des syndiqué-e-s le 26 janvier prochain lorsque débiteront les grèves.

Si les députés péquistes ont voté les décrets sans même prendre le temps de les lire, les travailleuses et les travailleurs du secteur public pour leur part, ont lu ce que leurs députés avaient aveuglément adopté: "on va se battre pour protéger les acquis que nous avons obtenus depuis 20 ans." Pas question de laisser ça en héritage à nos enfants.

# LA MOBILISATION BAT SON PLEIN POUR FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

## Laurentides

Voici un résumé des activités qui se sont tenues dans les Laurentides, dans le cadre de la tournée du Front Commun. Nous avons subdivisée la région en trois secteurs: sud, centre et nord.

### SUD: St-Eustache – Ste-Thérèse – Terrebonne

Dans le Sud, la journée a commencé par une visite du Centre d'Accueil Maronnier de Rosemère (déficients profonds). L'employeur ne nous a pas permis de circuler dans l'établissement, mais nous avons quand même pu visiter quelques unités et rencontrer quelques syndiqués.

Les responsables des syndicats de la région ont soupé avec les représentants du Front Commun; nous nous sommes ensuite rendus devant le bureau du député Elie Fallu où nous avons manifesté durant une heure, pour ensuite nous rendre à l'école St-Gabriel de Ste-Thérèse où avait lieu notre assemblée publique. Environ 100 personnes ont participé à cette assemblée et l'atmosphère y était très dynamique.

### CENTRE: St-Jérôme – Lachute

Les activités étaient nombreuses dans le centre des Laurentides. Elles ont débuté par une visite du Centre d'Accueil Pavillon Ste-Marie; les représentants du Front Commun se sont ensuite rendus à l'Hôtel-Dieu de St-Jérôme pour y dîner en compagnie des syndiqués de l'hôpital. Ils ont ensuite enregistré une émission au poste de Radio CJER de St-Jérôme, qui a été retransmise de 18.00 à 19.30 heures.



conseil central des Laurentides

Dans l'après-midi ils ont participé à l'assemblée générale des infirmières SPIIM de l'Hôtel-Dieu qui ont alors voté dans une forte majorité pour la grève. Ils ont aussi visité une école primaire et une école secondaire.

Ils ont soupé en compagnie d'une dizaine de syndicats du privé de la région.

Pour terminer la journée, il y avait une assemblée publique à laquelle ont participé environ 125 personnes. Ce fut une réussite.

### NORD: Ste-Agathe – L'Annonciation

Dans ce secteur, une soupe populaire suivie d'une soirée d'information avait été organisée. Environ 70 personnes ont participé à cette soirée; tous les syndicats du secteur public y étaient représentés. L'atmosphère était à la fête; tout le monde s'est bien informé et bien amusé.

Ce fut une réussite dans toute la région des Laurentides.



## Thetford-les-Mines

## la sécurité d'emploi du décret

# UN DÉMÉNAGEMENT DE CAISSE D'ENTRAIDE!

**"La seule différence entre un déménagement de caisse d'entraide et l'article 14 du décret du gouvernement, c'est que nous autres, on a 7 jours pour y penser".**

Pour Lucille Poirier, vice-présidente de la Fédération des Affaires Sociales, en tournée, mardi, dans la région de Thetford, la sécurité d'emploi des employés du gouvernement dans le secteur public est durement touchée par cet article arbitraire du

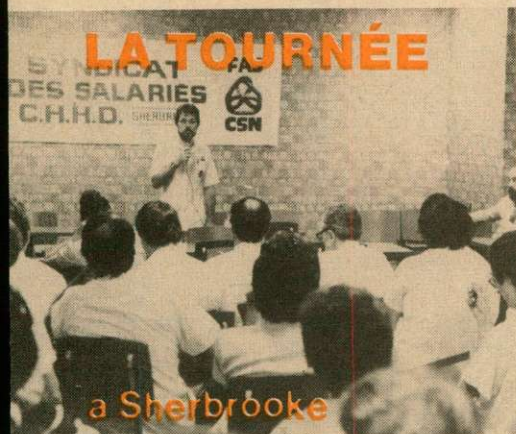
décret qui permet au gouvernement de déplacer comme il veut ses employés et à les mettre à pied s'ils sont récalcitrants.

Au cours d'une conférence de presse, tenue avec le vice-président de la CEQ, Egide Maltais, dans l'édifice du conseil central de Thetford, la porte-parole de la FAS a insisté sur la dépossession des droits fondamentaux des travailleuses et travailleurs par le gouvernement actuel du Québec.

*"On s'est toujours battu pour nos conditions de travail que ce décret-là nous fait perdre d'un seul coup. On dirait que ce que ce gouvernement-là oublie, c'est que c'est nous autres qui travaillons! On se laissera pas faire."*

Pour le porte-parole de la CEQ, Egide Maltais, la peur de la décertification ne devrait pas nous décourager d'agir, puisque *"dans l'état actuel, les décrets nous enlèvent le droit de négocier, le droit de grève, le droit de défendre nos conditions de travail, le droit en somme des syndicats de représenter leurs membres"*. Dans cette région du Québec, où les mineurs ont déjà renvoyé chez eux, dans des wagons de "cotons" les boss qui ne les respectaient pas, l'idée de reconduire le député péquiste à ses bureaux de Québec en a fait sourire plusieurs.

Une délégation d'enseignants s'est rendu au bureau du député Gilles Grégoire, mais ce dernier était absent. Puisqu'ils ne pouvaient sortir le député de son bureau, ils ont donc sorti le bureau du député...qu'on a retrouvé sur le banc de neige en face de sa maison!



### LA TOURNÉE

à Sherbrooke

## Saguenay/Lac St-Jean

### scandale à Roberval

# LES PATRONS AUGMENTÉS

Jeudi le 13 janvier, dans les corridors de l'Hôtel-Dieu de Roberval, des employés se regroupent et se montrent des bouts de papiers. Les chèques de paye viennent d'être remis et enlignent tous des séries de chiffres moins élevés que les chèques antérieurs: les premières coupures sauvages décrétées dans le secteur public viennent d'arriver en ville. En même temps, à l'ombre des quatre murs de leur bureau, les patrons reçoivent leurs chèques de paye; ils jettent un regard furtif sur le montant et s'empressent de le glisser dans leur poche, comme s'il y a quelque chose à cacher. EN EFFET IL Y A DE QUOI D'IGNOBLE À CACHER. Le jour où les travailleurs syndiqués sont coupés, non seulement les patrons ne sont pas coupés, mais encore ils sont augmentés — nos sources à l'hôpital nous indiquent, pour les patrons à 37,000\$ et

moins, des augmentations minimales de 0.46%.

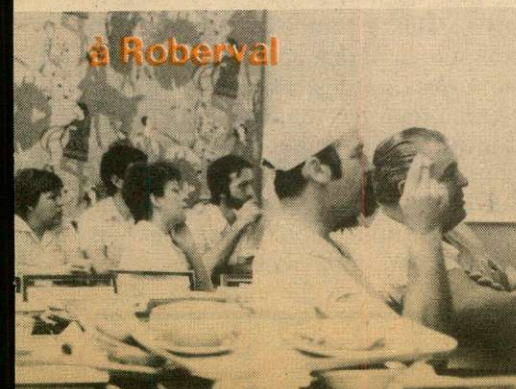
Les directeurs du personnel ne sont sûrement pas en mal de fric, eux qui vont se chercher un 700\$ chaque fois qu'ils agissent comme assesseur patronal dans les arbitrages (la FAS proposait de réduire la procédure d'arbitrage, ce qui aurait permis une économie de 6 millions, mais ce qui aurait éliminé les cachets de 700\$).

Ces discriminations renforcent une tendance reconnue de la société québécoise à se diviser en deux classes, les gras durs et les autres.

À la manière dont les municipalités s'assurent la docilité d'obéissance servile des policiers en les payant bien, le gouvernement achète l'obéissance bornée de ses directeurs afin qu'ils livrent un concert uniforme de répressions. La gangraine patronale n'aura qu'un temps.



chez Forex, à Val d'Or



à Roberval



## les trois présidents ont rencontré Lévesque



**C'est la question de l'emploi, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, qui a été au coeur des discussions durant la rencontre de cinq heures entre le gouvernement et les centrales syndicales lundi soir, à Québec.**

*"Nous avons clairement établi devant le premier ministre et les ministres qui l'accompagnaient que la CSN comprendrait mal que le gouvernement, dans un même mouvement, dise créer des emplois dans un secteur, tout en créant des chômeurs dans un autre secteur,"* a déclaré le président Donatien Corriveau, qui était accompagné, pour cette rencontre, du vice-président Gérard Larose et du coordonnateur des négociations dans le secteur public, Jean-François Munn. "La CSN a avancé l'idée d'un moratoire sur cette question de l'emploi", a confié Donatien Corriveau à nouvelles CSN. Le comité de liaison, mardi matin, a endossé cette approche.

Une nouvelle rencontre entre le gouvernement et les trois centrales

syndicales se tient jeudi après-midi, au moment où nous allons sous presse. Le gouvernement doit apporter

## secteur public ou secteur privé TOUT LE MONDE SE BAT POUR L'EMPLOI

***"Nous ne pouvons passer sous silence l'incohérence des politiques du gouvernement québécois concernant l'emploi. Il parle d'une part de création d'emplois alors que par les décrets imposés aux employé(e)s du secteur public, il crée lui-même du chômage." C'est ce qu'on affirmé à la presse cette semaine les présidents des fédérations du secteur privé de la CSN.***

*"Les fédérations du secteur privé de la CSN appuient sans réserve la bataille des employé(e)s du secteur public pour le maintien des effectifs et le droit à la libre négociation. À nos yeux, parler d'emploi passe nécessairement par la protection des emplois existants. Nous nous inquiétons de constater qu'à l'heure où la crise économique accroît les besoins sociaux, le gouvernement élimine des emplois dans l'éducation et la santé. La qualité des services à la population est, du même coup, sérieusement remise en question."*

Pierre Gauvin Evrard



des réponses davantage précises aux questions des représentants syndicaux.

### la mobilisation doit se poursuivre

La première question des journalistes, au sortir de la rencontre, portait bien entendu sur la possibilité de reporter le déclenchement des grèves prévu pour le 26 janvier.

"Il n'en est pas question", ont indiqué les trois présidents. Donatien Corriveau devait ajouter qu'au contraire, tant que les échanges avec le gouvernement ne déboucheraient pas sur des positions palpables, rencontrant nos objectifs, la mobilisation dans les syndicats, la consolidation des mandats devaient se poursuivre dans les jours qui viennent.

### pour la création d'emplois

Les fédérations du privé ont rappelé qu'il était urgent de mettre sur pied la Caisse de stabilisation d'emploi pour donner une protection minimale aux travailleuses et travailleurs victimes de mises à pied et de fermetures.

Au gouvernement qui parle abondamment de création d'emplois ces derniers jours, les fédérations l'invitent à passer de la parole aux actes. Une stratégie sectorielle de création d'emplois a été développée par le secteur privé de la CSN avec des projets concrets et réalisables à court terme; le gouvernement pourrait s'en inspirer.

À la suite de la tournée à travers le Québec en novembre, une campagne de mobilisation s'est amorcée dans le privé. Des assemblées générales se tiennent dans la plupart des syndicats pour discuter des revendications sur l'emploi et des enjeux de la lutte dans le secteur public. Le 29 janvier, les travailleuses et travailleurs du secteur privé seront là pour exiger, avec le secteur public, le maintien et la création d'emplois au Québec.



# le PQ socialiste ???!!!

Pendant le temps des fêtes les journaux en ont publié une bien bonne: le PQ aurait demandé à adhérer à l'Internationale Socialiste!!!

Pour un gouvernement qui suit à la lettre les politiques de Reagan en sabrant dans le secteur public surtout en santé et éducation, qui coupe les postes, coupe les salaires, rétablit partout les droits de gérance, gouverne par décret, suspend le droit de grève mais subventionne à pleine poche le secteur privé, c'est "pas mal au boutte".

**(NDLR) Si l'Internationale socialiste ne reconnaît pas le Parti québécois, nous allons nous charger, à la CSN de leur envoyer le dossier du gouvernement de ce parti. Ils jugeront!**

Le pire, c'est que c'est vrai. Espérons que les partis socialistes et sociaux démocrates qui forment cette Internationale, auront la décence de claquer la porte au nez des péquistes.

Si les péquistes veulent absolument se coller une étiquette de "socialiste" nous leur suggérons de demander à adhérer au Pacte de Varsovie, ils auront l'appui enthousiaste du régime polonais, qui se sentira moins seul. (in/ La Riposte, 10 janvier 1983, no 16)

une enquête de nouvelles csn

**"et vous,  
le jour où vous  
n'êtes pas payé,  
que faites-vous?"**

**Vous faites parvenir  
vos réponses à:  
nouvelles-csn  
1601, Delorimier  
Montréal H2K 4M5**

**Un préposé, on ne se souvient plus à quoi, de l'hôpital Général de Montréal:**

*"Jusqu'à présent, je n'ai pas entendu parlé de jeux de cartes clandestins pendant la journée sans salaire, mais les gens ont une foule de petites façons de résister.*

*"Par exemple imaginez-vous que parfois, nos ascenseurs vont 20% moins vite. Il y a des gens qui pèsent le piton pour chaque étage. Comme c'est un hôpital de 19 étages, ça ralentit pas mal. Avant, il y avait des préposés aux ascenseurs mais on les a coupés pour mettre des ascenseurs automatiques, à grands frais..."*

*"On peut observer que les travailleuses et travailleurs se déplacent 20% moins vite dans les couloirs de l'hôpital. Et quoique mon sondage ne soit guère scientifique, environ 20% de plus des salariés apportent leur lunch.*

*"En gros, il y a 20% de plus de chialage et 20% de plus de gens qui sont tannés des coupures de toute sorte."*

## la fée des décrets et le Père Noël à Granby



conseil central de Granby

Contrairement à la tradition, les travailleurs, travailleuses du syndicat du Centre hospitalier de Granby ont boycotté la traditionnelle réception qu'organise le patron et ont plutôt choisi d'organiser une manifestation dans la cafétéria sur l'heure du midi où ils en ont profité pour remettre des plaques-souvenir à trois membres qui avaient 25 ans de service au Centre.

Les plaques ont été remises par la FÉE DES DÉCRETS et les cadeaux par le PÈRE NOËL.

Sur la photo de groupe de gauche à droite: Mme Gertrude Aubin (25 ans de service; la fée des Décrets, madame Mariette Fontaine, agent de griefs; Clément Blanchette président, madame Yolande Goyette (25 ans de service), le Père Noël. Claude Blanchard, militant et Jean-Guy Collard (25 ans de service).





## depuis la grève de 24 heures du 10 novembre

La répression des travailleuses et des travailleurs du secteur public prend toutes sortes de formes, des plus subtiles aux plus grossières. À un bout de la panoplie, toute la campagne de salissage véhiculée par le gouvernement, reprise en chœur par les media, selon laquelle c'est un privilège de travailler dans le secteur public; à l'autre extrême, les jobs de bras des administrateurs locaux, harcèlement, suspensions, congédiements... Nous vous racontons ici l'histoire d'un congédiement à l'hôpital Notre-Dame.



Pierre Gauvin Eyraud

## la répression patronale s'accentue dans le secteur public

### **pour avoir amélioré la qualité des soins aux patients UNE TRAVAILLEUSE EST CONGÉDIÉE**

Le soir du dimanche 28 novembre, Jocelyne Chabot s'amène au département 2G de l'hôpital Notre-Dame, de Montréal, où elle travaille de nuit. À l'aide des instructions que lui ont laissées ses camarades de travail de jour et de soir, elle prépare des affichettes où elle inscrit les petites attentions à prodiguer à tel ou tel patient dans le cadre du plan de soin qui leur est administré quotidienne-

ment. Puis elle accole à chacune le slogan du Front commun "On travaille pour vous" et part faire la distribution sur l'étage.

Ainsi, au-dessus de la tête de lit de Mme X, elle en pose une où on peut lire: "La patiente passe toute la journée au lit. Chaque jour, elle prend un bain chaud; quand c'est nécessaire, on lui lave les cheveux. Elle adore l'eau et s'aide un peu quand on lui explique ce que l'on fait. Mme X ne mange pas seule et refuse parfois sa nourriture, mais en général, elle s'hydrate et s'alimente bien. Mieux vaut ne pas trop la forcer. Elle crie parfois très fort et agite ses



pieds, mais avec un peu de patience et de douceur, tout rentre dans l'ordre".

### le but: humaniser les soins

Le département 2G est particulier en ce qu'il regroupe une quarantaine de patients sous soins prolongés et fortement démunis qui sont les rejetés des autres départements et que l'administration surnomme "les confus". Aussi, dans le cadre des



Pierre Gauvin Eyraud

préparatifs de la grève générale du 30 novembre, les travailleuses ont-elles décidé de préparer à l'intention du personnel non habituel qui y passera pendant l'arrêt de travail, des guides de traitement individuel composé des mille et une délicatesses exigées par chaque patient. C'est une pratique qu'elles voudraient voir instaurée en permanence et qui est d'ailleurs déjà utilisée dans un autre hôpital de la ville.

Dès son arrivée le lendemain matin, garde Martin, la responsable du département, renifle vite le nouveau. Comme un taureau excité par le rouge et sûr de l'affûtage de ses cornes, elle relève ses jupes et détaille dans toutes les chambres arracher ces affiches qui transgressent son autorité. À son poste de contrôle, elle ouvre effrontément une lettre qui est adressée à Jocelyne et qui contient d'autres instructions sur des patients.

### la grève n'a pas lieu, la répression, si

Dans l'après-midi, la grève est contremandée. Cependant, l'appareil de répression de l'Hôpital Notre-Dame, reconnu comme un des plus sauvages à la suite du débrayage du 10 novembre, se met en branle. D'abord, il se trouve des raisons

pour se scandaliser des affichettes et puis il cherche un bouc émissaire: la déléguée syndicale du département,

## la direction de l'hôpital est de toutes les bousculades

Afin de susciter un maximum de problèmes, la direction de l'hôpital Notre-Dame de Montréal — Réjean Tremblay, directeur-adjoint aux ressources humaines — s'est fait un malin plaisir de harceler les piqueurs durant le débrayage du 10 novembre. Ce qui leur permet d'envoyer, le 16 novembre suivant, plusieurs lettres, entre autres:

- à **Jocelyne Fortier**: "Vous m'avez même interdit l'accès à la porte du pavillon Mailloux en vous plaçant les bras en croix sur celle-ci, alors que j'essayais de faire entrer l'infirmière que vous avez continué à harceler."
- à **Rita de Senneville**: "Dans le premier et le troisième cas, vous m'avez moi-même bousculé avec d'autres piqueurs alors que j'intervenais pour laisser passer ces employés."
- à **Suzanne Lortie**: "Vous m'avez même crié à cette occasion: "Tu restes dans ton coin, Tremblay", après que je me sois personnellement interposé entre elle et les piqueurs."
- à **Serge Edmond**: "Vous m'avez même bousculé lorsque je suis intervenu pour aider l'employée à passer."

et de décider, en conséquence, d'une série de suspensions, quatorze en tout.

Il faut dire que la loi 105 ne vise pas des petits boss comme Réjean Tremblay qui continuent d'être grassement payés pour faire entrer les scabs.

Jocelyne Chabot. Elle est congédiée le 13 décembre et deux de ses camarades, reconnues coupables de l'avoir aidé à faire les affiches, sont punies d'un mois de suspension. De vive voix les patrons accusent: "On a voulu rire des cadres". Sur papier, on reproche à Jocelyne Chabot d'avoir étalé à la vue de tous des informations sur les conditions de santé des patients et d'avoir ainsi manqué de conscience professionnelle. On lui reproche aussi d'avoir tenu des pro-



Pierre Gauvin Eyraud

pos odieux. Quand on leur demande ce qu'ils trouvent d'odieux, ils répondent qu'il est révoltant d'indiquer qu'une telle aime chanter "Claire fontaine", qu'on doit laver les organes génitaux à un autre, qu'il est bon de faire jouer la radio auprès d'une autre possiblement dans le coma.

"Je grossis le nombre de chômeurs, nous raconte Jocelyne. J'ai deux enfants et mon "chum" ne travaille pas. J'ai pas le goût d'avoir un mal de dents parce que je vais devoir consulter et ça va me coûter tant". Elle n'en est pas pour autant abattue, elle n'apprécie pas du tout de s'être fait accuser d'irresponsabilité alors que son geste est plein du contraire. La manoeuvre de l'employeur vise autre chose: "La répression joue le rôle de faire asseoir le monde".

Ses camarades de travail ont écrit une lettre à la direction pour dire qu'elles ont décidé de l'opération en commun. Mardi dernier, les suspensions d'un mois ont été réduites de moitié! Quand les officiers syndicaux ont demandé à l'employeur s'il allait couper de moitié le congédiement de Jocelyne, il a répondu: "Elle, on ne veut plus la voir, elle est trop dangereuse". Le danger, c'est que les travailleuses réussissent à dispenser de meilleurs services en temps de grève.



# ...petites nouvelles...

## conflits de travail

### grève à Mirabel

Les 140 travailleurs et travailleuses à l'emploi du Château de l'aéroport de Mirabel ont rejeté à 98 pour cent, dans un vote à scrutin secret, les dernières propositions patronales et ont déclenché la grève. La chaîne d'hôtels Canadian Pacific offrait des hausse de 5 pour cent par année pour un contrat de deux ans, plus une rétroactivité de 7 pour cent à compter du 1er mai 1982. Les demandes syndicales sont de \$1.50 l'heure chaque année, pour un contrat de deux ans, et la somme de \$1 pour chaque heure travaillée depuis le 1er mai 1982.

...

### conciliation aux Industries Saguenay

Le Syndicat des employés des Industries Saguenay de Ville la Baie a demandé le 12 janvier l'intervention d'un conciliateur du ministère du Travail. Expirée depuis le 15 octobre, la convention collective n'a pas encore été renouvelée. L'employeur veut profiter de la situation

En date du 19 janvier, il y avait à la CSN 22 grèves ou lock out dans lesquels étaient impliqués 1095 travailleuses et travailleurs.

économique pour faire reculer le syndicat sur des acquis, comme l'ancienneté et les mouvements de main d'oeuvre, les congés mobiles, les périodes de repos, etc. Aucune augmentation de salaire n'a été offerte pour la première année. Les demandes du syndicat se limitaient à une amélioration au plan d'assurances et à une hausse de salaire.

## solidarité

### la Ligue des Droits et Libertés a bientôt 20 ans

La LDL, à la veille de son 20ième anniversaire et en pleine période de crise sociale, est à la fois, à l'orée d'une année décisive quant à sa survie pure et simple, et à l'amorce d'une véritable réflexion collective sur l'enjeu et l'avenir des droits et libertés au Québec.

Dans cette époque où les effets réels et la psychose de la crise favorisent l'étranglement des droits fondamentaux de plusieurs individus et collectivités, il faut le courage des remises en question; il faut une conscience, une vigilance et une responsabilité sociale autrement développées.

C'est un appel de solidarité et de soutien à un organisme comme la LDL, et à l'engagement, la mobilisation et la responsabilité de tous les organismes, associations, regroupements, ayant à coeur la défense et la promotion des droits et libertés ici au Québec,

comme partout ailleurs, que nous lançons aujourd'hui.

C'est là le prix premier que nous devons tous et toutes assumer pour empêcher le pouvoir d'éroder insidieusement les droits et libertés dont toute collectivité est dépositaire; c'est là aussi le prix premier pour sentir renaître la solidarité basée sur le respect, la défense et la promotion des droits des individus et des groupes composant notre société.

Ici même au Québec, malgré les Chartes canadiennes et québécoises, malgré les Commissions chargées de les appliquer, plusieurs individus et collectivités sont encore victimes de discrimination, de sexisme, de racisme et d'exploitation. Plus particulièrement, les périodes de crise économique, politique et sociale, comme celle qui nous étreint actuellement, sont des creusets favorisant la discrimination et l'oppression des plus démunis(e)s de la société, que ce soit les femmes, les travailleur(euse)s non syndiqué(e)s, les sans-emploi, les autochtones, les handicapé(e)s, les détenu(e)s ou les immigrant(e)s, etc...

Autant de défis et de tâches auxquels la ligue des Droits et Libertés s'attelle présentement et désire, en puisant dans la véritable force et richesse collective, soit dans ses membres collectifs et individuels, y mettre toutes ses énergies.

Pour ce faire, la LDL réunit des personnes et des associations en un mouvement démocratique d'action directe, d'intervention, de recherche et d'éducation populaire, sans

égard à la race, l'ethnie, la langue, la religion, le sexe, l'âge, l'option politique, l'engagement idéologique, le revenu, le métier, l'orientation sexuelle, etc... surtout auprès de ceux et celles dont les droits sont les plus menacés.

## négo-ciations

### Provigo à Québec: règlement

Les employés du Syndicat de l'alimentation en gros de Québec, section Provigo et Presto, ont accepté le 15 janvier dans une proportion de 57 pour cent les dernières offres de la compagnie. Le syndicat considère ce règlement satisfaisant dans les circonstances, en particulier au plan normatif où il sera maintenant possible de contester les congédiements pour mesures administratives. La direction de l'entreprise avait ajouté un montant de \$15 par semaine à ses offres salariales antérieures de 6 et 5 pour cent.



# ...petites nouvelles...



## économie

### **l'emploi à Marine Industrie, de Sorel**

Quand Marine éternue, c'est toute notre région qui couve la grippe car c'est Marine qui détient la plus grande place au sein de notre économie, déclare le président du syndicat François Lamoureux. Qui a pris la déplorable décision de délaissier la division navale au profit des secteurs hydro-électriques et ferroviaires? demande le syndicat. Est-ce la nouvelle administration? La SGF? Le gouvernement québécois? Personne ne veut assumer cette responsabilité. Pourtant, soutient le syndicat, des armateurs ont demandé des soumissions à Marine pour la construction de plusieurs navires. Leurs demandes étant demeurées sans réponse, ils en ont conclu que Marine ne construisait plus de bateaux. Pendant ce temps, le ministre Biron refuse d'ordonner une enquête publique sur le fiasco de la gestion de Marine. Quant à Ottawa, sa réduction des subventions à la construction navale s'est révélée catastrophique. "1983 devra être l'année de la création d'emplois", déclare le président Lamoureux.

### **le \$10 de solidarité: les caisses populaires d'Alma et de Chicoutimi-Nord**

Le 26 juillet 1982, les travailleuses et travailleurs de 40 caisses populaires du Saguenay Lac St-Jean en front commun sortaient en grève pour appuyer leurs revendications. Durant le conflit qui a duré trois mois et demi, les travailleuses et travailleurs de treize caisses populaires se sont graduellement dissociés du front commun, comme les procédures de fonctionnement le leur permettait. Chaque caisse populaire détient son propre certificat d'accréditation et par conséquent est autonome.

Le 12 novembre 1982, les travailleuses et travailleurs de 25 caisses des 27 qui étaient toujours en grève acceptaient les dernières offres des boss. Pendant le conflit, les boss des caisses populaires d'Alma et Chicoutimi nord sont allés sur les lignes de piquetage pour dire aux travailleuses et travailleurs que s'ils étaient seuls, sans front commun, ils pourraient leur en donner beaucoup plus.

Le moral de ces travailleuses et travailleurs est très bon et ils mènent une lutte admirable.

Ces travailleuses et travailleurs affiliés à la CSN vous demandent aujourd'hui un appui moral et financier.



## international

### **campagne de soutien financier pour les victimes au Liban**

La CEQ, la CSN et CISO lancent une campagne de soutien financier pour les victimes libanaises et palestiniennes. Cette campagne, qui s'échelonne du 18 janvier à la mi-mars, vise principalement à sensibiliser les travailleurs membres de la CSN et de la CEQ à la nécessité de venir en aide aux victimes de la guerre qui a ravagé de Liban cet été, a demandé le retrait des troupes d'Israël au Liban et à faire des pressions auprès du gouvernement du Canada pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et de l'OLP comme son représentant.

Les secours financiers seront acheminés par le canal de SOS-Liban-Palestine au croissant rouge palestinien, au mouvement social libanais et au secours populaire libanais, trois organismes humanitaires qui oeuvrent au Liban. On sait que les besoins sont immenses puisque la guerre a fait 20,000 morts, plus de 30,000 blessés, 300,000 sans abri et plus de 10 milliards de dollars de dommages, sans compter les massacres de Sabra et Chatila.

La campagne que les centrales syndicales veulent mener ne se veut pas une campagne contre les

juifs mais bien plutôt une campagne d'explication des raisons de l'expansionnisme de l'état d'Israël.



## culture

### **poète latino-américain au Québec**

Compositeur, poète, écrivain et chercheur des racines culturelles du folklores latino-américain, Anibal Sampayo, né en Uruguay en 1927, est actuellement au Québec. Emprisonné durant 8 ans, de 1969 à 1977, cet artiste continue de chanter pour l'homme à qui on refuse la justice. Dans ses chansons émerge l'espoir de construire un monde meilleur. On a déjà produit dix longs jeux de ses chansons.

### **de cuba sara gonzalez en concert**



**samedi 5 février<sup>83</sup> à 20h30.**

CENTRE LATINO-AMÉRICAIN DE MONTRÉAL  
1224 rue Champlain  
(métro Papineau)



## 16 nouvelles csn

Le 29 janvier 1983: rendez-vous pour tous et toutes à Québec devant le parlement pour démontrer au gouvernement Lévesque la volonté des travailleuses et travailleurs de mettre fin au régime d'arbitraire et d'autoritarisme instauré par ce gouvernement.

Depuis trop longtemps, ce gouvernement méprise l'ensemble des travailleuses et travailleurs et leurs organisations, refuse de doter le Québec d'une politique de l'emploi, crée du chômage, refuse le droit de négociation.

Dans le secteur public, les travailleuses et travailleurs de l'État revendiquent le droit à la libre négociation, le retrait des décrets, l'arrêt de la répression, une politique de plein emploi qui permettrait de maintenir et d'améliorer les services publics.

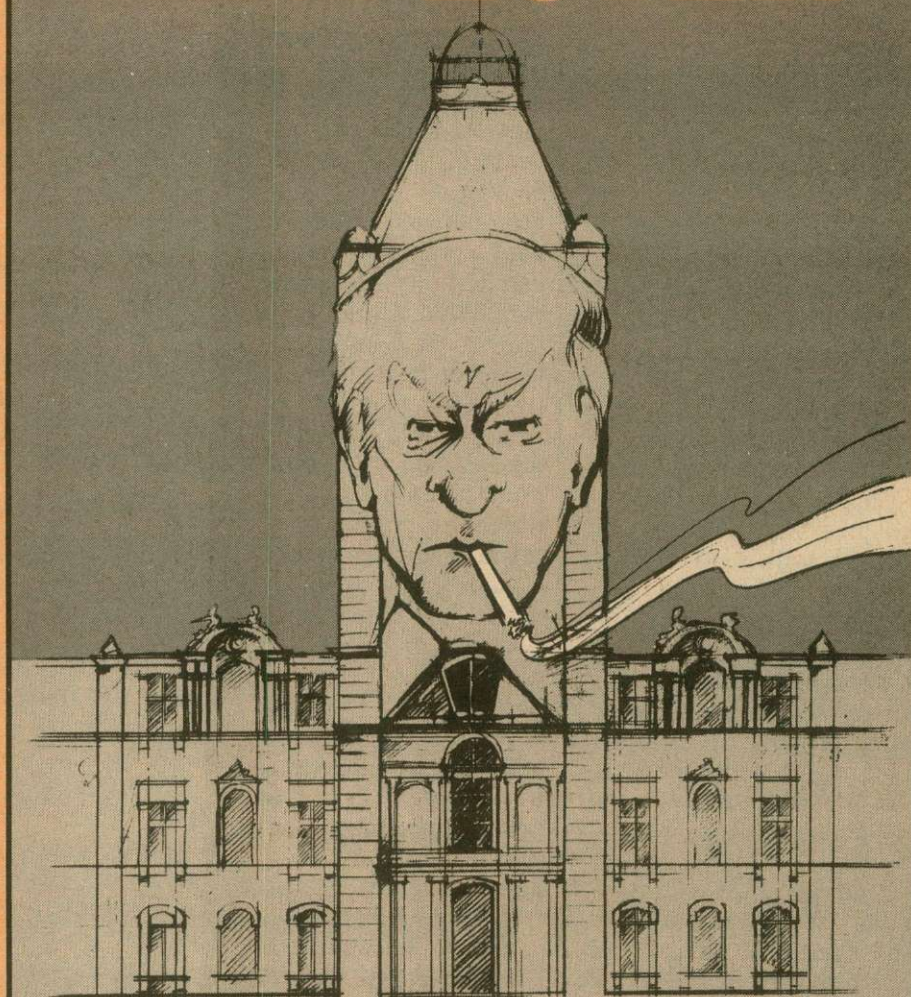
Dans le secteur privé, les travailleuses et travailleurs réclament une politique de création d'emplois pour lutter contre le chômage.

*Ensemble pour se faire respecter*, nous devons nous passer le mot et se rendre manifester devant le parlement de Québec. Manifester pour le maintien des droits syndicaux. Manifester pour une politique de plein emploi, tant dans le secteur public que privé.

Quatre points de départ sont prévus à Québec. L'arrivée sur les lieux de rassemblements est prévue pour 12h30, le départ des manifestations est prévu pour 13h30, et l'arrivée devant le parlement est prévue pour 14h30.

Les lieux de rassemblement sont l'édifice de la CSN, 155 boulevard Charest pour le cortège CSN, les Halles du Palais pour le cortège FTQ, les Plaines d'Abraham pour la CEQ et le Parc Victoria pour les syndicats indépendants.

# ENSEMBLE pour se faire RESPECTER



**MANIFESTATION UNITAIRE  
CONTRE L'AUTORITARISME  
à Québec le 29 janvier 1983**

